

LA STRATEGIE REGIONALE DE LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION EN AFRIQUE DE L'OUEST¹ A L'ERE DU NUMERIQUE : LA SYNERGIE ET L'EFFICACITE EN QUESTION

Mor Faye

Laboratoire « Médias, Technologies, Information, Communication et Sociétés » (Lab-MeTICS), UFR CRAC, Université Gaston Berger.

ORCID iD: 0000-0003-2419-9117

Résumé

En Afrique de l'Ouest, à l'ère des réseaux sociaux et des plateformes numériques, la désinformation est devenue une réalité cruciale et constitue une menace sérieuse à la cohésion interne de chaque pays et à celle entre pays de la région. C'est ainsi que les Etats ouest-africains, des institutions ou acteurs de la société civile et des partenaires techniques au développement sont engagés dans la lutte contre ce phénomène. Sur la base d'une approche théorique axée sur les spécificités de la désinformation et d'une enquête auprès des acteurs au cœur des politiques de lutte contre la désinformation, la présente étude cherche à établir un état des lieux de ce phénomène et à savoir s'il existe une stratégie régionale synergique et efficace pour promouvoir l'intégrité de l'information en circulation dans ce vaste espace du continent africain avec l'appui de l'UNESCO.

Mots clés : *Afrique de l'Ouest, stratégie régionale de lutte contre la désinformation, synergie, efficacité, UNESCO.*

Abstract

In West Africa, in the age of social media and digital platforms, disinformation has become a crucial reality and poses a serious threat to the internal cohesion of each country and to cohesion between countries in the region. Faced with this wave of disinformation, the region's states, civil society institutions or actors, and technical development partners are engaged in the fight against this phenomenon. Based on a theoretical approach focused on the specificities of disinformation

¹ L'Afrique de l'Ouest est un vaste ensemble politique et géographique couvrant toute la partie occidentale de l'Afrique Subsaharienne. Elle comprend 16 pays : la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, le Sénégal, le Nigeria, le Niger, le Mali, la Mauritanie, le Togo, le Bénin, le Liberia, la Sierra Leone, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Burkina Faso et le Ghana. Elle comprend des pays anglophones, francophones et lusophones. Sa population globale est estimée en 2025 à plus de 470 millions d'habitants (<https://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/afrique-de-l-ouest-population/>).

La plupart de ces États de la région sont membres de la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest). A vocation économique, la CEDEAO est un espace d'échanges et de libre circulation des personnes, des biens et des services. Elle joue de plus en plus un rôle politique, prenant position sur des questions internes aux Etats, en condamnant les coups d'Etats et ne reconnaissant pas les régimes issus de coups d'État.

and a survey of actors at the heart of anti-disinformation policies, this study aims to establish an overview of this phenomenon and to determine if a synergistic and effective regional strategy exists with the UNESCO help.

Keywords: *West Africa, regional disinformation strategy, synergy, effectiveness, UNESCO.*

Introduction

S'il y a un phénomène majeur qui caractérise l'époque contemporaine, c'est bien le passage accéléré de l'Humanité d'une situation de quasi-pénurie à celle d'abondance informationnelles. En raison de l'accroissement exponentiel de la quantité d'informations en circulation dans le monde et de la réduction considérable du temps nécessaire à son arrivée à destination, on est à l'ère de l'information à temps réel, pour reprendre le philosophe Paul Virilio qui s'en inquiétait², d'ailleurs. Ce phénomène, annoncé par l'avènement des médias de masse modernes à partir de 1631 et des Agences de presse internationales nées pour la plupart à partir du XIX^e siècle et considérées comme les premiers acteurs de la mondialisation de l'information (Richard, 2013, pp. 9-13), est en train de se parachever à travers la révolution numérique, avec comme socle l'informatique et ses algorithmes, les smartphones, les tablettes, transitant par des réseaux sociaux numériques très puissants et véhiculant des contenus très influents dans la construction et la déconstruction des opinions publiques nationales et internationales, tant sur le plan politique, socioculturel, idéologique, économique que géostratégique. Grâce au numérique, on assiste ainsi à la réalisation d'une des prophéties du sociologue canadien Marshall McLuhan (1968) qui prédisait déjà, avec l'invention du média cathodique qu'est la télévision et bien avant la naissance de l'internet, la naissance inéluctable d'un « village global » ou d'une « agora planétaire » marqué par une « retribalisation du monde » et l'abolition de l'espace-temps, en ce qui concerne le partage et la circulation de l'information d'un point à l'autre du globe.

Cependant, ce potentiel technologique censé être l'accélérateur de l'avènement d'un monde moins « entropique »³, donc moins conflictuel, parce que mieux

² « L'information à temps réel tue le réel », dit-il, dans la mesure où accéder au réel demande du temps en termes de recherche, d'investigation et de mise en relation entre les phénomènes pour mieux comprendre ce qui se passe concrètement. Autrement dit, la propension des médias à privilégier l'immédiateté, à informer à temps réel, de façon instantanée et automatique, sans procéder à des enquêtes approfondies biaise le réel dont ils sont supposés rendre compte. C'est ainsi que s'exprimait Paul Virilio dans une interview accordée au quotidien français *Libération* en 1996, au lendemain du lancement de Windows 95 inaugurant l'Internet grand public. Cette interview a été publiée à nouveau en 2018, pour rendre hommage à ce philosophe qui venait de décéder, et qui ne cessait d'alerter sur les risques d'une information basée sur la célérité (https://www.liberation.fr/debats/2018/09/20/paul-virilio-l-interview-d-avant-internet_1680116/)

³ Dans le jargon de la cybernétique théorisée par Norbert Wiener, est entropie tout ce qui source de déséquilibre des systèmes. Appliquée dans un premier temps au domaine des machines, la

informé, au sens de Norbert Wiener (Ambrogiani-Touiza, 2015, pp. 23-25), est en train d'être détourné, à des fins de désinformation et de manipulation par des individus, des États, des coalitions d'États, des acteurs transnationaux et des groupes de toutes sortes, au service d'intérêts politiques, économiques et géopolitiques « occultes ». Même si la désinformation n'est pas en soi un phénomène nouveau, comme le note, par exemple, Guy Durandin (1993), ce qui l'est indéniablement, c'est sa vitesse de propagation et ses effets dévastateurs, du fait des innovations technologiques actuelles ultraperformantes qui en sont les principaux vecteurs. Aujourd'hui, plus que par le passé, tous les pays sont affectés par le phénomène de désinformation, au point d'être face à une sérieuse menace, en ce qui concerne leur cohésion sociale interne et les relations entre États.

Sur le plan scientifique, la désinformation a fait l'objet de plusieurs travaux. En ce qui concerne le XXème Siècle, on peut se référer à Guy Durandin (1993). Grand spécialiste de la désinformation et de la propagande dans la lignée de Serge Chakotine (1967), cet auteur disait en substance que le XXème siècle était à la fois un siècle d'information et de mensonges. Sa réflexion était nourrie par le rôle de la désinformation et de la propagande dans la montée des régimes totalitaires en URSS, en Allemagne et en Italie, au cours des années 1930, et ses incidences sur le déclenchement de la 2nde Guerre mondiale et sur la paix dans le monde dans la période d'après-guerre. A noter toutefois, ce que ne souligne pas assez Durandin, que même les démocraties libérales ont usé de la désinformation dans ce contexte historique particulier. Suscitant une réflexion nouvelle par véhiculée par des vecteurs nouveaux que sont les TIC, la désinformation à l'ère du numérique ou d'internet est actuellement au cœur d'un certain nombre de travaux intellectuels. Parmi ceux-ci, on peut citer celui de Julien Martinez (2025) qui analyse comment l'intelligence artificielle générative est en train de transformer radicalement la fabrication de fausses nouvelles. On peut également mentionner l'ouvrage du *Policy Center for the New South* qui propose, face à la montée de la désinformation dans le monde à l'ère du numérique, un cadre général permettant de comprendre les mécanismes de la désinformation, en vue de renforcer la résilience démocratique (2025).

La présente recherche se propose d'étudier ce phénomène de la désinformation de plus près, en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, surtout en rapport avec l'avènement du numérique. Plusieurs pistes justifient cet axe de recherche. Au Niger, par exemple, lors de la campagne pour la présidentielle de 2020-2021, le candidat Mohamed Bazoum, membre de la communauté arabe souvent victime de discrimination, a été accusé d'être né en Libye et non au Niger. De faux documents créés de toutes pièces ont été utilisés et diffusés sur les réseaux sociaux

notion d'entropie sera ensuite appliquée au système social, pour désigner tout facteur menaçant la cohésion sociale et source de conflits, comme par exemple le manque d'information, une information mal interprétée, etc.

pour étayer cette accusation. Cela n'a pas empêché ce dernier de gagner mais a laissé des séquelles sur la cohésion sociale au Niger. Le président Bazoum a même été par la suite destitué par un coup d'Etat. Au niveau régional, un exemple sur les conséquences de la désinformation est à rapporter aux violences xénophobes qui ont secoué Abidjan, la capitale ivoirienne, en 2021 (Agence Ecofin, 2021). Elles ont été déclenchées par une vidéo virale, sortie de son contexte et largement partagée sur les réseaux sociaux numériques. Elles montraient des militaires et des civils maltraitant des individus présentés par les internautes ivoiriens comme des migrants ivoiriens détenus au Niger. Cette vidéo a déclenché une vague de violence contre des Nigériens vivant à Abidjan. Il a fallu que les autorités ivoiriennes et nigériennes appellent conjointement au calme, pour que la situation se normalise. Au Sénégal, un député ultranationaliste a récemment fait une déclaration largement reprise par les réseaux sociaux selon laquelle les étrangers représentent la moitié de la population sénégalaise, ce qui est faux, selon les données démographiques de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) estimant les étrangers à 1,1% de la population sénégalaise, grâce à une vérification par Africa Check auprès de l'agence. Pour cet homme politique, une telle désinformation visait à instrumentaliser les problèmes sociaux des Sénégalais pour se faire élire, en désignant les étrangers comme étant les principaux responsables de la crise économique et sociale ambiante. Visiblement, cette instrumentalisation a fonctionné car cet homme politique est arrivé à se faire élire député. Dernièrement, un influenceur sénégalais relativement suivi sur internet et basé en France est aux arrêts. Il est accusé du meurtre d'un autre influenceur très connu sur les réseaux sociaux, de père guinéen et de mère sénégalaise, qui se sentait visé par les propos xénophobes de ce député ultranationaliste et de ses militants et sympathisants.

Face à la montée de la désinformation en Afrique de l'Ouest à l'ère du numérique, généralement sur fond de « discours de haine », et partant du postulat que les exemples cités ci-dessus ne suffisent pas à eux seuls pour connaître l'état réel du phénomène et qu'il faut des investigations approfondies pour se faire une idée plus conforme à la réalité, les questions que nous nous posons sont les suivantes :

Quel état des lieux est-il possible de dresser de ce phénomène dans la région ouest-africaine ? Quel degré de menace la désinformation constitue-t-elle pour la cohésion sociale à l'intérieur des pays et pour la coexistence pacifique entre pays de la région ? Quels sont les acteurs impliqués dans cette désinformation ? Quels sont les canaux utilisés ? Existe-il une stratégie synergique et efficace de lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest ? Quelle en sont les principales limites ? Quel rôle le monde académique ouest-africain pourrait-il jouer contre la désinformation au niveau régional ?

Notre hypothèse est que la désinformation en Afrique de l'Ouest est devenue un phénomène de grande ampleur dans et entre les pays de la région mais que, pour

lutter contre ce phénomène, il existe plus des actions dispersées qu'une stratégie régionale véritablement élaborée, malgré les efforts en cours.

La présente recherche vise les cinq objectifs ci-après :

- établir un état des lieux le plus précis possible de la désinformation dans et entre les pays d'Afrique de l'Ouest, en termes de contenus, d'ampleur ou de flux ;
- identifier les principaux acteurs de la désinformation dans la région ;
- apprécier l'impact de la désinformation sur la cohésion sociale dans et entre les pays de la région ;
- donner un aperçu de la stratégie régionale de lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest, tout en montrant ses limites ;
- partager un certain nombre d'idées par rapport à ce que le monde académique ouest-africain pourrait apporter comme contribution à une stratégie plus synergique et plus efficace contre ce phénomène.

Le présent article se compose de trois parties. La première présente l'approche théorique et conceptuelle mobilisée. La deuxième partie expose la démarche méthodologique adoptée. La troisième et dernière partie présente et analyse les résultats obtenus.

1. Approche théorique et conceptuelle

Cette partie se propose de revenir plus en profondeur sur la définition de la désinformation pour mieux éclairer notre propos et de mettre en exergue ses spécificités, en comparaison avec d'autres termes proches ou assimilés comme la mésinformation, la malinformation et la propagande.

1.1. Qu'est-ce que la désinformation ?

Étymologiquement, la désinformation est, comme le souligne Durandin (1993, pp. 17-18), un terme d'origine russe. Elle est la traduction française du mot « dezinformatsia ». Elle est employée dès les années 1920 par les Soviétiques pour désigner les opérations d'intoxication menées, selon eux, par les pays capitalistes contre l'URSS. En 1949, le mot est reconnu par le dictionnaire de la langue russe de S. Ojegov qui le définit ainsi : « Action d'induire en erreur au moyen d'actions mensongères ». En 1952, poursuit Durandin, on retrouve ce mot dans la deuxième édition de la Grande Encyclopédie de la langue russe, tome XIII, avec la définition qui suit : « diffusion (par la radio, par la presse, etc.) de renseignements mensongers, dans le but d'induire en erreur. Dans la langue française, le mot de désinformation n'est reconnu par l'Académie française qu'en 1980 dans son dictionnaire, avec cette définition : « Action particulière ou continue qui consiste, en usant de tout moyen, à induire un adversaire en erreur ou à fabriquer chez lui la subversion dans le but de l'affaiblir ». En 1984, désinformer a été défini par l'Académie française comme : « induire un public en erreur dans le but d'affaiblir un adversaire. Par extension, égarer volontairement

l'opinion. On peut désinformer volontairement des téléspectateurs, des auditeurs ou des lecteurs, sans même qu'ils s'en rendent compte. Simuler et dissimuler sont les deux procédés utilisés par la désinformation ». Celle-ci est donc, à l'analyse, un acte intentionnel posé dans le but exclusif de nuire car son auteur sait d'avance que l'information diffusée ou qu'il s'apprête à diffuser est fausse. Elle est d'autant plus sournoise, voire dangereuse qu'elle se pare sous les oripeaux d'une information objective. Cette intention de créer une fausse information dans l'intention délibérée de nuire est le propre de la désinformation. Elle transparait encore dans le « Manuel pour l'enseignement et la formation du journalisme » élaboré pour le compte de l'UNESCO (Ireton, Posetti, 2019). La désinformation y désigne des informations fausses et délibérément créées pour nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays. Comme le montre Augé (2007, pp. 17-18), en fonction de ses objectifs, la désinformation peut considérer une information vraie comme fausse et *vice versa*.

A l'ère du numérique, les « fake news » désignent les fausses nouvelles qui transitent par les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, YouTube, Tik Tok, WhatsApp, etc.). Elles participent à la désinformation, l'amplifient et en assurent une très large circulation ou diffusion du fait de leur vitesse de propagation ou viralité liée à la technologie et ses algorithmes.

1.2. De quelques différences entre désinformation, mésinformation, mal-information et propagande

La désinformation se différencie de la mésinformation dans le sens où cette dernière est le fait d'être convaincu qu'une information est vraie alors qu'elle est fausse ou erronée. Elle ne comporte pas de volonté de nuire. Celui qui fait de la mésinformation peut se tromper de bonne foi. La désinformation est également à distinguer de la malinformation dans la mesure où cette dernière désigne le fait de diffuser une information établie ou vraie mais dans le but de nuire à une personne, une communauté et un pays. Enfin, la désinformation est à distinguer « de la propagande qui joue sur l'apparence de l'information » (Augé, 2007, 17-18). Dans les années 1920, le politologue américain, Harold Lasswell (1927), connu pour avoir théorisé la « piqure hypodermique des médias » et la question-programme éponyme, invitait à faire cette distinction, en ce sens que la propagande est une arme qui vise, contrairement à la désinformation, à maximiser le pouvoir. Florian Dauphin (2019) va dans le même sens car, selon lui, la propagande est verticale (c'est le cas dans les dictatures) et vient d'en haut pour contaminer le « peuple », alors que la désinformation est horizontale et se transmet davantage dans l'interaction, comme la rumeur.

2. Méthodologie

Le présent article est le fruit d'un travail d'enquête sur la désinformation en Afrique de l'Ouest. L'objectif de cette enquête était de documenter et de s'appuyer sur des éléments empiriques solides, en prélude à notre participation à la Conférence régionale pour l'intégrité de l'information en Afrique de l'Ouest et au Sahel organisée par l'UNESCO, du 03 au 05 septembre 2025 à Praia, en partenariat avec le gouvernement du Cap-Vert. Nous étions invité en tant qu'universitaire, spécialiste des médias et membre du Laboratoire « Médias, Technologies, Information et Communication » (Lab-MÉTICS) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Notre communication devait porter sur l'évaluation du degré d'engagement et de synergie des institutions et acteurs en lutte pour l'intégrité de l'information dans la région concernée. Ciblants des institutions et des acteurs bien au fait des questions de désinformation en Afrique de l'Ouest et situés au cœur des dispositifs de lutte contre ce phénomène, cette enquête préalable à notre participation à cette conférence nous avait amené à interviewer :

- des professionnels des médias ;
- des associations nationales et internationales de défense de la liberté de la presse comme l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) et l'ONG Article 19 ;
- des missions de coopération comme la GIZ-coopération allemande ;
- des responsables de plateformes régionales de fact checking et de lutte contre la désinformation comme Africa Check.

Ces institutions et acteurs interviewés sont établis à Dakar mais ils appartiennent à des structures qui interviennent dans la région ouest-africaine. A l'issue de cette conférence riche en enseignements, nous avons jugé nécessaire d'approfondir nos recherches et connaissances sur la stratégie régionale de lutte contre la désinformation en Afrique et de l'Ouest, en vue de produire un article scientifique plus détaillé et sortir des contraintes de temps imposées par le format des communications. C'est ainsi que nous avons fait une enquête complémentaire, soit en réinterrogeant les mêmes acteurs soit d'autres personnes. En termes de comparaison des deux enquêtes menées dont l'une a été menée avant cette conférence de l'UNESCO et l'autre bien après, autant la première s'est appesantie sur la stratégie de lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest, autant la seconde a jugé utile de faire un état des lieux plus exhaustif de la désinformation dans la région.

C'est sur la base de cette démarche méthodologique que nous avons obtenu les résultats qui suivent.

3. État des lieux de la désinformation en Afrique de l'Ouest, stratégie régionale de lutte contre ce phénomène et ses limites.

La présente partie se propose de présenter et d'analyser les résultats de cette enquête. Cela va nous amener à faire un état des lieux de la désinformation en Afrique de l'Ouest, à parler de ses canaux et de ses acteurs et à analyser la stratégie régionale de lutte contre ce phénomène et ses limites.

3.1. Etat des lieux de la désinformation en Afrique de l'Ouest

Les résultats de notre recherche montrent en effet que la désinformation constitue à l'ère des réseaux sociaux numériques un problème majeur en Afrique de l'Ouest, et qu'elle revêt plusieurs formes qui fluctuent en fonction des conjonctures, représentant ainsi une menace sérieuse à la cohésion sociale interne de chaque pays et entre les pays de la région. Elle touche d'abord des domaines plus anciens comme la santé et la politique et concerne ensuite d'autres domaines plus récents comme les questions sécuritaires et les questions diplomatiques à l'échelle régionale et internationale.

Dans le domaine de la santé, les résultats de cette recherche montrent que la désinformation telle qu'elle est menée en Afrique de l'Ouest via les réseaux sociaux se nourrit principalement et souvent de « théories complotistes », selon lesquelles le poids démographique de l'Afrique pose problème aux Occidentaux qui ne cessent en conséquence d'introduire des vaccins et autres médicaments, à travers des Fondations comme celle de Bill Gate et des firmes pharmaceutiques, pour limiter considérablement la fertilité des femmes africaines. Dans cette trame, la crise de la Covid-19 a été un terrain très fertile à la désinformation, notamment autour des vaccins anti-Covid. Lors de cette pandémie ayant fait des millions de morts dans le monde; certaines campagnes de désinformation notées en Afrique de l'Ouest incitaient en l'occurrence les populations à ne pas se faire vacciner, sous prétexte que les vaccins nuisaient à la santé, pendant que d'autres campagnes disaient faussement que les vaccins contenaient des puces électroniques capables de surveiller les personnes vaccinées. Souvent par ignorance, de fausses informations niant l'existence de la maladie ou l'assimilant au paludisme ont été produites et diffusées, pendant cette pandémie. Une étude réalisée au Sénégal dans le cadre du Projet Coronavirus Anthropologie Afrique et publiée en février 2021 a démontré par exemple que les fausses informations relayées par les réseaux sociaux étaient à l'origine des réticences de nombreux Sénégalais à aller se faire vacciner (IRD, 2021). Elles ont constitué à un moment donné un sérieux frein à l'action du gouvernement en riposte à la pandémie, en terme de sensibilisation, si bien que celui-ci a été contraint de procéder à des arrestations parmi les artistes, communicateurs traditionnels et voyants-sénégalais qualifiés « ennemis de la République », pour faire taire les fausses informations que certains d'entre eux produisaient ou relayaient (Ndiaye et Niass, 2022, pp. 110-111). En ce moment,

selon un chercheur malien, spécialiste du Sahel chez Wathi, un think tank installé à Dakar, que nous avons interviewé dans le cadre de cette recherche, « *des rumeurs largement diffusées par les réseaux sociaux, selon lesquelles des maladies infantiles vaincues comme la poliomyélite, la méningite, etc., refont surface* », entraînant dans certaines zones une psychose collective. En définitive, la désinformation telle qu'elle est déployée dans le secteur de la santé joue sur l'ignorance des populations, ce qui accentue la méfiance des populations vis-à-vis de structures ou systèmes de santé confrontés à une crise de crédibilité grandissante, du fait de la récurrence de dysfonctionnements de toutes sortes.

Sur le plan politique, les résultats de notre recherche montrent que ce sont les périodes électorales qui constituent les principales sources de désinformation en Afrique de l'Ouest, ce qui ne manque pas d'exacerber les tensions interethniques et d'affaiblir les liens sociaux dans des contextes nationaux aux équilibres fragiles. Au Nigéria, par exemple, selon une personne que nous avons interviewée au cours de la présente recherche, des campagnes de désinformation et d'ingérence électorales ont frontalement ciblé, lors de la présidentielle de 2023, la Commission Electorale Nationale indépendante locale, dans un contexte où, selon un rapport d'Afrobaromètre, près 80% des Nigériens doutaient de cette commission. Toujours selon notre source, des individus ont mis à profit ce contexte pour parler d'un mouvement séparatiste qui aurait abattu un drone de l'Armée, avec des photos et vidéos qui datent en réalité de 2019 et 2020. De plus, poursuit-elle, des rumeurs selon lesquelles des camions remplis d'argent auraient été saisis des mains de militants du parti au pouvoir ont également circulé. Dans ce vaste pays fédéral d'Afrique de l'Ouest peuplé de plus de 200 millions d'habitants et caractérisé depuis son indépendance par des tensions interethniques et des relents sécessionnistes sur fond de coups d'Etat militaires, cette campagne de désinformation à travers les réseaux sociaux a une incidence sur l'unité du pays et sur la légitimité du président finalement élu. En ce qui concerne plus spécifiquement le Sahel, les résultats de notre recherche révèlent que la désinformation a souvent précédé la prise du pouvoir par l'armée dans certains pays. Au Burkina, lors de la prise du pouvoir en 2022 par le Capitaine Ibrahima Traoré, une rumeur a été relayée à la télévision nationale disant que le président, le Colonel Paul-Henri Damiba, s'était réfugié dans la base militaire française près de Ouagadougou et sur Tik Tok des appels à la mobilisation ont été lancés pour soutenir le capitaine. Cette désinformation a beaucoup contribué à la chute du président Damiba, alimentant ainsi le sentiment anti-français.

Dans le contexte de crise sécuritaire en cours, des groupes armés terroristes participent également à la désinformation, notamment sur WhatsApp. Ces derniers font régulièrement circuler des messages de propagande annonçant qu'ils vont attaquer tel ou tel village. Cela crée ainsi un mouvement de panique chez les populations de la zone concernée qui sont obligées de quitter, craignant que les groupes terroristes les trouvent sur place. Ce « déguerpissement » forcé laisse de

ce fait la place à des vols de bétails et de biens de toutes sortes. C'est ainsi que beaucoup de villages sont aujourd'hui dépeuplés au Mali comme au Burkina, créant un exode massif vers les grandes villes, avec de nombreuses conséquences économiques et sociales, aussi bien dans les lieux de départ que dans ceux d'arrivée. La position qualifiée d'ambiguë de la France dans la crise qui sévit au Mali est aussi source de désinformation contre elle. A partir de 2014 marqué par l'opération Berkan sur le territoire malien en remplacement de Serval, par exemple, des campagnes de désinformation « anti-terroristes » accusant la France de soutenir le terrorisme ont été menées. C'est ainsi qu'en 2019 une image montrant l'armée française en train de donner du matériel militaire à l'armée malienne a été détournée pour dire qu'il s'agissait d'un don aux groupes terroristes. Cette accusation a été rendue possible par le fait que ce don était constitué de motos et que les terroristes circulaient à bord de motos. Mais en réalité, celles-ci étaient destinées aux militaires maliens basés à Mopti (Nord du Mali). Les démentis de l'Ambassade de France et du gouvernement malien n'ont pas stoppé cette désinformation.

Aujourd'hui, la désinformation en Afrique de l'Ouest se rapporte de plus en plus aux relations diplomatiques entre pays, reflétant la profondeur des tensions dans la région. Entre la Mauritanie et le Mali, il y a par exemple des tensions depuis bientôt deux ans au niveau de leurs frontières. Des vidéos ont circulé sur Tik Tok disant que l'armée mauritanienne avait bombardé un poste malien aux frontières, faisant 69 morts, alors qu'il s'agissait en réalité de l'explosion d'un camion-citerne en 2024. Avec des logiciels comme MAPI l'ari, il a été possible de retrouver l'emplacement exact de l'accident. C'est ainsi que sur Tik Tok, des comptes anonymes, c'est-à-dire des troll, suivis par des centaines de milliers de personnes sont au quotidien utilisés pour alimenter les tensions entre le Mali et la Mauritanie. Des campagnes de désinformations sont à l'origine de la récente crise diplomatique entre le Mali et la Côte d'Ivoire depuis l'arrestation de 49 soldats ivoiriens à l'aéroport malien. Lors de la coupe d'Afrique des Nations organisés en Côte d'Ivoire, en 2024, cette arrestation s'est invitée avant le quart de final opposant les deux pays, si bien que les autorités ont rappelé de part et d'autre que c'était un match de football, qu'il fallait confiner dans une sphère purement sportive, quelle que soit l'issue. Depuis la création de l'Alliance des Etats du Sahel (Mali, Burkina et Niger), la montée des tensions entre cette alliance et la CEDEAO est due en grande partie aux nombreux récits sur la base parfois de fausses informations accusant la CEDEAO d'être instrumentalisée par des puissances étrangères. A ce sujet, nous disent certaines personnes que nous avons interviewées, il arrive que des communiqués faussement attribués à la CEDEAO circulent via les réseaux sociaux contre les pays de l'PAES, ce qui ne milite pas en faveur de la normalisation des relations entre l'institution régionale et les Etats formant cette alliance.

Dans cette crise sécuritaire qui sévit actuellement au Sahel, notamment au Mali, au Burkina et au Mali, il y a une guerre intense d'information que se livrent les puissances étrangères en présence. Selon Onanina et Traoré (2025), les rivalités géostratégiques entre la France et la Russie ont redessiné une autre carte médiatique de la région, en ce qui concerne les médias internationaux qui y sont implantés. Selon les auteurs de cet article, il s'agit d'une zone où le groupe France Médias Monde (RFI, France 24), TV5 Monde ou d'autres médias influents comme *Le Monde*, *Libération* ou d'autres médias comme la *Voix d'Amérique* (*Voice of America*) ont été durant plusieurs décennies les médias internationaux dominants. A ce titre, « ces médias ont historiquement bénéficié d'une large audience et d'une crédibilité perçue comme supérieure aux initiatives locales ». Il se trouve que la plupart de ces médias ont aujourd'hui des relations très tendues avec les Etats malien, burkinabè et nigérien qui les accusent de produire et de diffuser des récits trop pro-terroristes ou des récits trop alignés sur les positions occidentales. Certains de ces médias se sont retrouvés avec des retraits de licence et des interdictions de diffusion. Ce retournement est d'autant plus notoire que ces médias occidentaux ont servi de tribune aux juntas en place, pour justifier les coups d'Etat qui les ont emmenés au pouvoir. Parallèlement à ce divorce, comme le montrent les deux auteurs, on voit s'installer dans la région des médias russes, chinois et turcs qui y voient une occasion d'augmenter leur influence. Ces nouveaux entrants sont : RT (*Russia Today*), *Sputnik Afrique* sont dans ce contexte de crise systématiquement alignés sur les positions anti-occidentales des gouvernements en place ; CGTN (*China Global Television Network*) qui met en avant les relations sino-africaines et les discours de souveraineté nationale. Dans ce contexte en pleines transformations médiatiques, les réseaux sociaux sont également présents avec leurs propres narratifs. En raison des intérêts politiques, géostratégiques et économiques nationaux et internationaux aussi divergents que complexes, les médias nationaux, les médias occidentaux évincés et les médias russes, chinois et turc nouvellement implantés se mènent une guerre médiatique où l'information et la désinformation sont des moyens alternativement utilisés selon les objectifs qu'on veut atteindre. De vrais comme de faux comptes sont également créés sur les réseaux sociaux, pour défendre ou disqualifier les gouvernements en place, légitimer l'éviction de la France et son remplacement par la Russie ou défendre le contraire.

En 2024, une étude du Centre d'Etudes stratégiques sur l'Afrique a révélé que l'Afrique de l'Ouest est la région du continent la plus ciblée par la désinformation.

Elle représente près de 40% des campagnes de désinformation identifiées.

3.2. Les canaux de la désinformation en Afrique de l'Ouest

Si on se base sur une étude faite par Eid Kid Global, un cabinet de recherche sur le numérique basé aux Etats-Unis, il y a dans le monde 1 milliard et ½ de désinformations par jour sur les plateformes. Facebook est la plateforme où le niveau de désinformation est le plus élevé, comparé à Twitter. Même si on peut

mesurer l'impact de la désinformation sur Facebook et Twitter, c'est plus difficile de le faire sur Tik Tok, du fait que leurs modes de financement et de fonctionnement ne sont pas identiques. Tik Tok est un peu plus fermé car c'est un réseau social chinois. En termes de ratio, sur Twitter, 8,7% d'utilisateurs font de la désinformation, alors que sur Facebook on se retrouve avec 7,8%. You Tube et Instagram sont les plateformes les plus dignes de confiance. Ce sont des réseaux fonctionnant avec des contenus plus courts, plus *fun* donc moins adaptés à la désinformation. Sur You Tube, il y a des vidéos, des formations, des écoles, des universités... qui permettent de réguler ou d'équilibrer un peu cette plateforme. En ce qui concerne les canaux utilisés pour désinformer en Afrique de l'Ouest, si on réfère à un de nos interviewé, *« il s'agit essentiellement des réseaux sociaux, comme Facebook, Tik Tok et Twitter où les fakenews se répandent rapidement à cause des algorithmes. Les groupes WhatsApp et Instagram facilitent également la diffusion de fausses nouvelles dans un cadre, cette fois-ci, plus privé. Il ne faudrait pas oublier que notre société est de tradition orale où le bouche-à-oreille est un vecteur puissant d'informations. Quelles soient vraies ou fausses, par le bouche-à-oreille, les informations circulent rapidement dans les communautés, à l'église, au sein des mosquées, dans les marchés, au sein des « grains », qui sont des Fada, des espaces où les jeunes se retrouvent le soir, parlant de politique, pour discuter ».*

3.3. Les acteurs de la désinformation en Afrique de l'Ouest

Concernant les acteurs de la désinformation en Afrique de l'Ouest, les résultats de notre recherche montrent qu'il s'agit en première position de ceux qui dirigent, c'est-à-dire des personnalités politiques, qu'elles soient des régimes en place ou des partis d'opposition qui utilisent cette arme dans les rapports de force qui les opposent. Dans la région, il arrive aussi qu'un gouvernement organise directement de la désinformation ou indirectement à travers des relais, notamment des cabinets de communication destinés à travailler sur l'opinion publique à travers les réseaux sociaux. Il s'agit de cabinets soit clandestins soit même connus qui proposent à leurs clients de monter des campagnes sophistiquées. L'exemple de ce type de cabinet serait le Groupe Africain pour le Commerce et l'Investissement (GPCI), basé dans un pays ouest-africain, identifié comme un acteur majeur. Ce groupe vient d'ailleurs d'être sanctionné de retrait par Meta (Facebook) car menant des activités pro-russes, notamment en République centrafricaine mais aussi au Sahel.

En Afrique de l'Ouest, les influenceurs et les activistes politiques font partie des acteurs de la désinformation. Que ce soient les vidéo-mans activistes qui commentent l'actualité politique, économique, sociale du Mali et les acteurs similaires qu'on peut retrouver presque partout dans la région, il s'agit de personnes qui participent à l'information des populations mais aussi à la désinformation (Traoré, 2025). D'après les résultats de notre recherche, ces influenceurs peuvent être utilisés comme des relais d'information par les régimes en place ou par leurs opposants, avec ou sans paiement. Il est à noter que parmi ces activistes politiques certains vivent dans la région et que d'autres résident dans

la diaspora, notamment en France et aux Etats-Unis, chacun commentant l'actualité politique et donnant son point de vue. En Afrique de l'Ouest, les journalistes et les médias font également partie des vecteurs de la désinformation. Par négligence, certains journalistes sous pression et par conviction participent à la diffusion de contenus erronés. Il y a l'exemple de la journaliste Charlotte Cosset qui a récemment réalisé un reportage sur le trafic des médicaments en Afrique de l'Ouest. Après vérification par Africa Check, les informations données à ce sujet se sont avérées fausses. Le reportage donnait un pourcentage de faux médicaments en Afrique estimé entre 30 à 60%, alors que l'OMS parle plutôt de 40% de signalement de faux médicaments venant de l'Afrique subsaharienne. Autrement dit, ce n'est pas que parce qu'un médicament est signalé faux qu'il l'est en réalité. Parmi les acteurs de la désinformation en Afrique de l'Ouest, il y a des citoyens ordinaires qui sont sur les réseaux sociaux mais qui ne savent pas comment ils fonctionnent. Par conviction ou par manque de prérequis cognitifs nécessaires et en raison de ce qu'ils veulent voir et qui renforce leurs certitudes, ils ont en effet tendance à rejeter certaines informations, dès l'instant qu'elles ne vont pas dans le sens de leurs convictions, ce qui alimente la désinformation.

Enfin, les acteurs de la désinformation en Afrique de l'Ouest comprennent aussi des trolls, c'est-à-dire des comptes qui sont détenus sur les réseaux par des personnes mais qui sont des comptes fictifs, comme « Afrique est fière ». Derrière ce type de compte, se cache souvent une personne ou des groupes de personnes qui cherchent à polariser les réseaux sociaux, à provoquer des discussions et à semer le désordre.

3.4.Stratégie de lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest, une stratégie fragmentée, non synergique et inefficace

En Afrique de l'Ouest, les résultats de notre recherche font ressortir que de nombreux acteurs et institutions sont aujourd'hui engagés dans la lutte contre la désinformation et pour l'intégrité de l'information. On peut les classer dans cinq catégories. La première comprend des institutions et des agences nationales. En Côte d'Ivoire, il s'agit de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information de Côte d'Ivoire (ANSSI-CI) qui organise souvent des ateliers sur la manifestation de l'information et qui participe à des initiatives internationales de lutte contre la désinformation. Ce pays a également créé une Commission Nationale d'Accès à l'Information d'Intérêt Public de Côte d'Ivoire (CAIDP-CI) dont la vocation est de garantir aux citoyens l'accès à une information fiable et de lutter contre la désinformation. Le ministère ivoirien de la communication promeut, de plus, des campagnes de sensibilisation comme « #EnligneTousResponsables ». Dans beaucoup d'autres pays de la région ouest-africaine, il y a des dispositifs institutionnels similaires de lutte contre la désinformation. S'y ajoutent la création, ces dernières années, de commissions nationales de protection des données personnelles et la mise en place de divisions de cybercriminalités.

La deuxième catégorie d'institutions et acteurs qui luttent contre la désinformation est composée d'organisations internationales et de partenaires techniques qui viennent en appui aux initiatives nationales. En Sierra Leone, l'ONG Affaires mondiales Canada est partenaire du National Democratic Institute dans la lutte contre la désinformation, notamment via des groupes de discussion et le renforcement des capacités des femmes en politique. En Côte, l'Union européenne (UE) et l'UNESCO soutiennent des initiatives comme les consultations nationales pour promouvoir l'intégrité de l'information et des conférences régionales à ce sujet. En Afrique de l'Ouest, la coopération allemande appuie, à travers la GIZ, des programmes d'éducation aux médias et de renforcement de la littératie numérique, comme les campagnes actuellement en cours au Mali et en Côte d'Ivoire. Le CRDI (Centre de recherche pour le développement international) finance des projets de recherche sur la désinformation en Afrique de l'Ouest et au Centre, combinant des analyses quantitatives et qualitatives.

La troisième catégorie d'institutions et acteurs qui luttent contre la désinformation en Afrique de l'Ouest comprend les médias, les organisations de vérification des faits et la société civile. *Africa Check*, qui est une organisation pionnière dans le fact-checking basée au Sénégal, intervient dans la formation des journalistes en techniques de vérification et dans la diffusion d'informations qu'elle vérifie sur sa propre initiative ou sur celle de tiers. Au Burkina, *FasoCheck* est une plateforme locale de vérification des faits qui éduque aussi le public en identification de fausses nouvelles. *Africativiste* se veut, en ce qui le concerne, un réseau panafricain de cyber-activistes qui combattent la désinformation, en période électorale.

La quatrième catégorie d'institutions et d'acteurs en lutte contre la désinformation est composée d'institutions académiques, de formation et de laboratoires de recherche. On peut citer, entre autres, le Laboratoire « Médias, Technologies, Information, Communication et Sociétés » (Lab-METICS) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal qui s'intéresse aux questions de communication, de médias et de technologies, y compris la désinformation. L'EJICOM (École supérieure de journalisme de Dakar) forme de jeunes journalistes au fact-checking et à l'éducation aux médias.

La cinquième et dernière catégorie d'institutions et acteurs qui luttent contre la désinformation en Afrique de l'Ouest renvoie aux porteurs d'initiatives locales et communautaires, comme l'Association des journalistes de la Sierra Leone (AJSL), qui engage les communautés via des discussions dans des espaces sociaux comme les bases *Ataya* pour les sensibiliser à la désinformation. Entre dans ce cadre, le Projet *Benbere* (Mali), une initiative locale qui produit des reportages factuels pour contrer les faux narratifs et promouvoir la paix.

Après avoir énuméré ces différentes catégories d'institutions et d'acteurs qui sont impliqués dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest, le principal constat qu'on peut faire est que, malgré cet engagement, les initiatives et stratégies déployées connaissent un certain nombre de limites, du fait d'une fragmentation excessive, pour défaut de collaboration. Les résultats de cette recherche ont mis en évidence plusieurs facteurs explicatifs de cette absence de collaboration.

Le premier facteur explicatif de cette fragmentation est lié au manque de cadres de collaboration et de concertation multi-acteur, dans un contexte marqué par la prolifération des acteurs et institutions en lutte contre la désinformation. En conséquence, chaque acteur ou institution évolue de façon solitaire, même si des initiatives fédératrices, assez timides d'ailleurs, naissent çà et là.

Le deuxième facteur est relatif à l'absence de collaboration inter-réseau. Dans le domaine du fact checking visant à former les journalistes aux techniques de vérification des faits, seule existe en effet une collaboration organique entre organisations appartenant à un même réseau. Autrement dit, les différentes organisations de fact-checking n'appartenant pas à un même réseau collaborent peu, sur le plan professionnel. Africa Check a par exemple formé beaucoup de journalistes. Mais, il n'est pas sûr qu'ils collaborent assez au niveau national pour vérifier des faits supposés faux. Il arrive toutefois que des organisations de fact-checking se retrouvent dans des rencontres régionales ou internationales de partage d'expériences, d'outils de vérification de faits, etc. (Global Fact day célébrée tous les 02 avril, rencontre de l'OIF, ...). Seulement, ces rencontres restent sans suite, malgré la pertinence des travaux et des recommandations.

Le troisième facteur explicatif de l'absence de synergie dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest résulte de la crainte de certaines structures d'être noyées par des organisations jugées plus fortes et de perdre en visibilité.

Le quatrième facteur explicatif renvoie aux « logiques de projets » qui font que chaque acteur travaille sur des thématiques qui lui sont spécifiques, ce qui rend toute collaboration difficile. De plus, même s'il y a une volonté de collaboration, il manque des mécanismes de suivi-évaluation pour en garantir la pérennité. Au Sénégal, par exemple, Africa Check a collaboré avec la radio West Africa Democracy Radio (WADR) pour lancer une émission hebdomadaire de fact-checking, ainsi qu'avec la radio privée Oxy-jeunes pour une émission d'éducation à la lutte contre la désinformation en langue wolof. Ces initiatives ont cependant été interrompues, alors qu'elles auraient dû se poursuivre et s'élargir afin d'atteindre l'impact escompté.

Le cinquième facteur explicatif du manque de synergie entre les institutions et les acteurs qui sont engagés dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest est relatif à l'absence de politique étatique de pérennisation d'activités

communes. Lorsque des activités sont menées avec l'appui des bailleurs de fond, par exemple, elles cessent dès que ces derniers se retirent.

Cette liste de facteurs, non exhaustive, est à la base de la fragmentation constatée dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest.

Néanmoins, face à cette fragmentation, il y a une prise de conscience grandissante sur la nécessité de collaborer, d'aller vers des logiques plus synergiques. Dans ce sens, il y a des actes concrets en train d'être posés. Parmi eux, on peut citer les initiatives de la Coopération allemande, la GIZ, dans le cadre du projet « Renforcer la fiabilité de l'information en Afrique de l'Ouest ». Elles ont donné naissance à la « Coalition anti dohi », coalition de factchecking mise en place en Côte d'Ivoire en amont de la dernière élection présidentielle, pour assurer la diffusion d'une information fiable et vérifiée auprès des citoyens. Cette coalition regroupe des factchekers, de même que des acteurs de la société civile. L'initiative menée par Africa Check, avec le soutien du projet, est un partage d'expérience de l'initiative « SAYTU SEN », une coalition similaire qui avait été mise en œuvre au Sénégal en amont de l'élection présidentielle de 2024. En sus des actes posés en cours, on peut mentionner le rôle d'Africa Check. En effet, cette structure ne se limite pas à une mise en réseau symbolique : elle favorise les échanges d'expertise, les formations croisées, et surtout la coordination d'actions concrètes à l'échelle panafricaine.

Dans l'espace francophone, et particulièrement au Sahel, la Plateforme Africaine des fact-chers francophones (PAFF) joue un rôle essentiel dans la lutte contre la désinformation. Elle rassemble des acteurs de plusieurs pays - Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, entre autres - autour d'un objectif clair : produire des enquêtes et analyses collaboratives sur des phénomènes de désinformation transnationaux. Cette approche éditoriale partagée permet non seulement de mutualiser les ressources, mais aussi de mieux comprendre les logiques de circulation des fausses informations dans des contextes souvent similaires. Ces initiatives montrent que, loin d'être en ordre dispersé, de nombreux acteurs cherchent à construire des ponts, à harmoniser leurs méthodes et à renforcer leur impact collectif. Bien sûr, des efforts restent à faire pour assurer une meilleure coordination. Mais la tendance est clairement à la convergence.

Conclusion

Au début de cette recherche, notre question centrale de départ consistait à savoir s'il existe une stratégie régionale de lutte synergétique et efficace contre la désinformation en Afrique de l'Ouest. La réponse à cette question nous a d'abord conduit à faire un état des lieux de la désinformation pour bien identifier ses contenus, ses canaux, ses acteurs et son impact sur la cohésion sociale interne des pays et entre pays, surtout dans ce contexte actuel du numérique et des réseaux sociaux. La réponse à cette question nous a ensuite mené à identifier les institutions et acteurs en lutte contre la désinformation, en termes de stratégies et de synergie. Au terme de cette étude, on peut faire plusieurs constats. Le premier

est qu'il n'existe pas à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest une stratégie régionale de lutte contre la désinformation, entendue au sens de l'existence d'un cadre de concertation régionale ayant des objectifs à atteindre, sur la base de moyens mutualisés. Dans les faits, chaque Etat a sa propre initiative, qui consiste à faire de la régulation à travers des services de cybercriminalité. D'ailleurs, cette régulation est sélective dans la mesure où seuls sont punis les supposés diffuseurs de fausses nouvelles proches de l'opposition, les partisans des régimes en place étant impunis. Le deuxième constat est que se sont plutôt des organisations de la société civile qui s'activent le plus dans la lutte contre la désinformation à travers des activités d'éducation aux médias pour apprendre aux populations que toutes les informations diffusées aux médias ne sont vraies ; ou bien pour apprendre aux journalistes les techniques de fact checking ou de vérifications des informations qui leur viennent de partout, surtout à l'ère du numérique. Malgré leur engagement, ces organisations ne collaborent pas, pour toutes les raisons que nous avons passées en revue supra. Ce sont ces principaux constats qui expliquent dans une très large mesure la conférence que l'UNESCO a organisée en septembre 2025 dernier au Cap-Vert, pour proposer aux Etats de la région une stratégie globale de lutte contre la désinformation sur la base d'un cadre-politique et d'un plan d'actions communs. Pour une stratégie plus synergique et plus efficace, face à la désinformation, les universités ouest-africaines ont, bien sûr, un rôle à jouer à travers leurs missions que sont l'enseignement, la recherche, le service à la communauté et à la société et l'insertion. Dans leur mission d'enseignement, elles pourraient intégrer des modules de formation en éducation aux médias et en fact checking dans les curricula, en insistant sur les problématiques de la désinformation à l'échelle nationale et régionale. Dans leur mission de recherche, elles pourraient introduire et développer davantage de laboratoires d'études sur les médias et la communication sociale, pour mieux documenter la question de la désinformation, sur la base de problématiques régionales transversales à ce sujet. Dans ce cadre, des revues communes peuvent être lancées, pour diffuser à grande échelle les résultats de recherche. On peut aussi envisager à l'échelle régionale une chaire UNESCO sur la désinformation. Dans le cadre de leur mission de service à la société et à la communauté, les universités peuvent participer à l'échelle nationale et régionale à la sensibilisation sur la nécessité de promouvoir et de sauvegarder l'intégrité de l'information, à travers des campagnes de grande envergure d'éducation aux médias en direction des populations avec des supports adaptés, notamment dans les langues nationales.

Une lutte contre la désinformation, plus être efficace au niveau de toute la région ouest-africaine, passe par la promotion d'un cadre multi-acteurs seul à même de permettre des réflexions et des actions collectives et la mutualisation des moyens humains, financiers, logistiques, pour plus d'impact.

Références bibliographiques

- AMBROGGIANI-TOUIZA, Sara (2015), « Le paradigme communicationnel : de Wiener à Habermas », *Actes des Journées Doctorales 2015 de la SFSIC*, coordonnés par Carré, Dominique et Paquenseguy, Françoise, Université Lille Nord de France, 21 & 22 mai 2015, XIème Edition, Laboratoire Gériico (Groupe d'Etudes et de Recherche interdisciplinaire en Information et Communication) EA 4073, en partenariat avec l'EDSIC (école doctorale belge en SIC), pp. 17-28.
- AUGE, É. (2007). *Petit traité de propagande : À l'usage de ceux qui la subissent*. Louvain-la-Neuve, Belgique : De Boeck Supérieur.
- DAUPHIN, F. (2019). Les *Fake news* au prisme des théories sur les rumeurs et la propagande. *Études de communication*, 53, pp. 15-32.
- DURANDIN, Guy (1993), *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris : PUF.
- IRETON, Cherilyn et POSETTI, Julie (2019), *Journalisme, fake news et désinformation*, Paris : UNESCO.
- LASSWELL, Harold (1927), *Propaganda Technique in the World War*, Publisher : Kegan.
- MARTINEZ, July (2025), *LA et fake news : Sommes-nous condamnés à la désinformation*, Paris : Flammarion.
- MCLUHAN, Marshall, (1968), *Pour comprendre les médias*, Montréal : Edition HMH.
- NDIAYE, Mamadou et NIASS, El Hadji Abdoulaye (2022), « La propagation des fake news par Internet durant la pandémie de la Covid-19 au Sénégal », in Safara : Revue internationale de Langues, Littératures et Cultures, N° 21, Volume 1, Université Gaston Berger de Saint-Louis, pp. 99-119.
- Policy Centre for The New South (2025), *Lutter contre la désinformation : savoir, enjeux et pratiques*,
- RICHARD, Jean-François, (2013), *Journaliste d'agence de presse. L'information 24H/24*, Presse Universitaire de Grenoble (PUG), coll. « Les outils du journaliste », 144p.
- TCHAKOTINE, Serge (1967), *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris : Gallimard.

Webographie

- Agence Ecofin (2021), « Côte d'Ivoire : une infox provoque des actes de violence contre des Nigériens à Abidjan » (Lien : <https://www.agenceecofin.com/reseaux-sociaux/2105-88413-cote-d-ivoire-une-infox-provoque-des-actes-de-violences-sur-les-nigeriens-a-abidjan>)
- Centre d'Etudes stratégiques sur l'Afrique (1^{er} avril 2024), *Cartographie de la vague de désinformation sur l'Afrique* (Lien : <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-désinformation-en-afrique/>)
- ONANINA, Valdez et TRAORE, Bah (2 avril, 2025), « De quoi la désinformation dans le Sahel central est-elle le nom ? » (Lien :

<https://africacheck.org/fr/fact-checks/blog/de-quoi-la-guerre-de-linformation-dans-le-sahel-central-est-elle-le-nom>)

IRD, (2021), Les motifs des réticences vis-à-vis du vaccin anti-Covid-19 et les espaces de progression des opinions au Sénégal. Projet Coraf 17.02.2021. (Lien : https://pt.ird.fr/sites/ird_fr/files/2021-05/Note%201%20CORAF%20)

TRAORE, Bah (mars 2025), « L'émergence des vidéomans au Mali : entre expression populaire et désinformatron » (Lien : <https://www.wathi.org/laboratoire/tribune/lemergence-des-videomans-au-mali-entre-expression-populaire-et-outil-de-desinformation/>)